"À Luxembourg, Callaghan met l'Europe au pied du mur" dans Combat (2 avril 1974)

Légende: Le 2 avril 1974, au lendemain du Conseil des ministres réuni à Luxembourg, le quotidien français Combat commente la demande, formulée par James Callaghan, ministre britannique des Affaires étrangères, de renégociation des conditions d'adhésion de son pays au Marché commun.

Source: Combat. 02.04.1974. [s.l.]. "À Luxembourg, Callaghan met l'Europe au pied du mur", auteur:F.D.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.
Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.
Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/a_luxembourg_callaghan_met_l_europe_au_pied_du_mur_dans_combat_2_avril_1974-fr-935cd8f5-7cec-43c7-902b-31154e52fa1a.html

Date de dernière mise à jour: 22/12/2016

A Luxembourg, Callaghan met l'Europe au pied du mur

Lorsqu'il avait emménagé à White Hall, M. James Callaghan avait affirmé: «Nous ne lancerons pas d'ultimatum au Marché commun». Cette phrase doit être considérée aujourd'hui comme lettre morte.

Au Conseil des «Neuf» à Luxembourg, le ministre britannique des Affaires étrangères a formellement demandé une renégociation des conditions obtenues par le précédent cabinet conservateur. «Nous renégocierons en toute bonne foi, a précisé M. Callaghan. Et si nous réussissons à obtenir des conditions acceptables, nous les soumettrons à l'approbation de nos compatriotes. Mais si nous échouons, a-t-il ajouté, nous leur expliquerons les raisons pour lesquelles nous trouvons ces conditions inacceptables et nous consulterons le peuple britannique sur un éventuel retrait du Royaume-Uni de la Communauté». Autrement dit dans un cas comme dans l'autre, il y aura sanction des électeurs et chacun sait que la majorité d'entre eux n'est guère favorable au maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

Le ministre britannique a donc décidé de prendre un ton beaucoup plus dur que ne le prévoyaient la plupart des observateurs. Au moins, il a le mérite d'être clair. En choisissant l'affrontement et en jouant «cartes sur table» M. Callaghan paraît exclure la possibilité de manœuvrer à l'intérieur des dispositions normales de la CEE tout en maintenant la fiction de l'unité européenne.

Cependant, le ministre britannique n'est pas opposé au principe d'un «accord à l'amiable». James Callaghan affirme que son pays souhaite le succès de la renégociation mais il ajoute: «Personne ne saurait prétendre que ce serait dans l'intérêt de la Communauté que le Royaume-Uni en reste membre contre sa volonté».

Dans l'immédiat, plusieurs questions urgentes se posent. Tout d'abord, l'attitude de la France. Prompt à réagir au discours de M. Callaghan, Michel Jobert a accusé le gouvernement britannique d'ambiguïté déclarant que la France ne pouvait accepter que la Grande-Bretagne continue de participer aux activités de la CEE tout en se réservant le droit de quitter la Communauté si elle le désire. Il a ajouté : «Nous avons accepté de payer l'entrée de la Grande-Bretagne à son juste prix. Nous ne voyons pas la nécessité de payer un prix supplémentaire pour son maintien». Pour la France donc, pas question de «renégociation fondamentale». Autrement dit, la parole donnée ne se reprend pas. Cette attitude est d'ailleurs parfaitement logique et en conformité avec la position prise depuis longtemps par l'Elysée.

Cependant, dans la plupart des capitales européennes, à Bonn en particulier, on tient trop à garder la Grande-Bretagne dans le Marché commun pour ne pas chercher à composer et éviter ainsi que les Britanniques claquent la porte. Paris se trouverait isolé encore une fois, ce qui pourrait conduire Michel Jobert à faire preuve de moins d'intransigeance.

Autre question importante: dans quelle mesure le gouvernement d'Harold Wilson a les mains libres pour négocier un éventuel retrait. Les déclarations de M. Callaghan risquent d'être diversement accueillies au sein même du Parti travailliste. Il est possible qu'elles provoquent une crise grave parmi les travaillistes. D'autant plus que les libéraux qui sont en quelque sorte le «fléau» de la balance dans la majorité parlementaire n'ont pas l'intention de faciliter les choses.

Ne pouvant garantir le maintien de la Grande-Bretagne au sein de la Communauté et ne pouvant pas non plus l'en faire sortir, M. Wilson risque de se trouver dans la situation plus inconfortable qui soit.

F. D.